

IMPOTS REVENUS 2018

artistes chorégraphiques

3 options possibles :

1. **« frais réels normés » réservés aux artistes chorégraphiques interprètes.**

Suite aux réunions de négociations qui se sont déroulées en 1997 et 1998 entre les Syndicats Professionnels des Artistes du Spectacle et la Direction de la Législation Fiscale, celle-ci a fait paraître une instruction en date du 30 décembre 1998 (B.O.I. 5 F-1-99).

Cette instruction met en place un mécanisme de frais réels simplifiés, permettant aux danseurs interprètes de normer certaines catégories de frais professionnels, mais aussi d'intégrer à la base de calcul de la déduction forfaitaire de certains frais les revenus de remplacement (ASSEDIC) pour les danseurs intermittents du spectacle.

Les artistes chorégraphiques enseignants, ne peuvent bénéficier de cette déduction forfaitaire, sauf s'ils exercent une activité artistique (spectacles...) parallèlement à l'enseignement. Dans ce cas, la déduction s'applique à l'ensemble de leurs rémunérations, y compris celles liées à leur activité d'enseignant, même si ces dernières sont prépondérantes par rapport aux rémunérations perçues en tant qu'artiste chorégraphique (CE 7.4.10, n° 316 083)

Frais réels normés

IMPORTANT : sur la déclaration, au titre de la profession, inscrire **Artiste Chorégraphique** en première position, avant tout autre emploi (professeur, intervenant...)

- cette option **entraîne la suppression de la déduction forfaitaire de 10% pour frais professionnels.**

Pour établir votre déclaration de revenus, il convient de définir le revenu imposable qui

bénéficie des déductions normées :

« le **revenu imposable** est le **revenu annuel perçu au titre de l'activité chorégraphique**, y compris les **rémunérations perçues au titre d'une activité d'enseignement artistique**, exercée notamment dans les **Conservatoires, Cefedems ou Ecoles de Danse...**, auquel il y a lieu d'ajouter les **revenus de remplacements (ASSEDIC)**, ainsi que les **indemnités de Sécurité Sociale**.

Pour suivre la suite des explications, je vous conseille de prendre la

note annexe à la déclaration des revenus 2018.

Cadre 1* :

La déduction forfaitaire normée accordée au titre des frais de formation, frais médicaux, frais d'instruments de musique et des frais périphériques est fixée à :

14% du montant total du revenu imposable.

Cadre 2 :

A titre de simplification, pour les dépenses suivantes : frais vestimentaires, de coiffure, de représentation, de communications téléphoniques à caractère professionnel, de fournitures diverses (partitions, pupitre...) il sera pris en compte une déduction forfaitaire normée fixée à **5% du même revenu imposable**.

*Les déductions de 14% et 5% ne sont pas liées. Vous pouvez, si vous y avez intérêt, opter pour l'une ou l'autre. Dans ce cas vous devrez fournir, le cas échéant, les justificatifs pour la partie « non normée ».

Cadre 3 et 4 :

Pour ce qui concerne les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail, il appartiendra à chacun de calculer la distance entre son domicile et les lieux de répétitions et/ou de représentations habituels. Cela vous donnera la distance parcourue à laquelle vous n'aurez plus qu'à appliquer le barème fiscal. Idem pour vos déplacements professionnels occasionnels. (Inclure le prix des billets de train, d'avion...). Il en va de même pour les déplacements pour recherche d'emploi des intermittents. Vous pourrez être amenés à justifier ces déplacements auprès de l'Administration fiscale (gardez tous les contrats, plannings, convocations, frais

d'entretien...).

Attention l'utilisation d'un véhicule utilitaire ne peut donner lieu à déductions !

Vous inscrirez dans ces cadres le montant réel des frais que vous avez engagés.

Si vous percevez des **remboursements** de frais de déplacements, ils **doivent être intégrés** dans le **net imposable** (revenu imposable + remboursements de frais).

Attention !!! les 14% et 5% des cadres 1 et 2 sont calculés sur le revenu imposable défini dans le dernier § de la page 1 ci-dessus.

Cadre 5 et 6 : Frais de repas sur le lieu de travail et en déplacement.

Comme pour les frais de déplacement, si vous percevez des remboursements pour frais de repas, ceux-ci doivent être réintégrés dans le revenu imposable.

Frais réels simplifiés :

- Sans justificatifs (évaluation forfaitaire de l'avantage en nature) :

4,80 euro par repas.

- Sur justificatif :

Déduire 4,80 euro du montant réel du repas.

Cadre 7 : Frais de documentation

Pas de commentaire

Cadre 8 : Frais de local professionnel

Un pourcentage des frais liés à l'habitation correspondant à la surface du logement utilisée à des fins professionnelles peut être déduit. En raison des nombreux cas de figure (surface unique, local dédié, insonorisation, etc.) il apparaît plutôt judicieux de se renseigner aux sources même, auprès du centre des impôts. (il vaut mieux prévenir que guérir...).

Cadre 9 : Frais autres que ceux visés au cadre 2

Pas de commentaire

Cadre 10 :

Il s'agit des cotisations syndicales justifiées par les attestations des organisations

concernées qui vous sont délivrées chaque année. Inclure également les cotisations versées à des Associations Professionnelles.

Cadre 11 :

Sont déductibles les **intérêts** des emprunts (non pas les mensualités) contractés pour acquérir des instruments de musiques. La charge correspondante est déductible pour son montant réel acquitté au cours de l'année d'imposition. (justificatif)

Sont déductibles les frais de procédure et en particulier les honoraires versées à un avocat supporté par un salarié dans le cadre de procédures prud'homales engagées contre l'employeur en vue du paiement de salaires. (justificatif)

En cas d'achat d'un instrument de musique de grande valeur, nous vous conseillons de vous renseigner aux sources même, avec l'inspecteur ou le contrôleur des impôts du centre dont vous dépendez.

La note qui est jointe à ces informations doit être impérativement annexée à votre déclaration des revenus 2018 dûment remplie et signée. C'est le modèle qui nous a été fourni par le Ministère des Finances en janvier 1999

2. **« frais réels » :**

Tous les justificatifs des frais déduits devront être présentés en cas de contrôle fiscal.

3. **« régime général » :**

Vous n'avez aucun intérêt à opter pour cette formule si vous êtes « imposable ».